

30 -03- 2001

13/4/2001

N°

57013 /00/129¹

u

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28 MARS 2001 RELATIVE AUX
CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE REMUNERATION DANS LE SECTEUR DE LA
PRODUCTION DE PATES, PAPIERS ET CARTONS

Pour la période 01.01.2001 - 31.12.2002

Chapitre 1er CHAMP D'APPLICATION

Article 1er La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la compétence de la Commission paritaire pour la production de pâtes, papiers et cartons. (CP 129)

Chapitre 2 CADRE JURIDIQUE

Article 2 La convention collective de travail est conclue en exécution de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité.

Elle est conclue également en exécution de l'Accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, et cela dans toutes ses dispositions.

Chapitre 3 GARANTIE D'EMPLOI

Article 3 Conformément à l'article 10, §2 de la loi du 3 avril 1995, portant des mesures pour la promotion de l'emploi et à titre de prolongation de l'article 6 de la CCT du 21 avril 1999 et comme prévu par l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, le régime de prépension à partir de l'âge de 58 ans sera prolongée pour les ouvriers et ouvrières ayant un passé professionnel de 25 ans au minimum, à partir du 1er janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2002. Ce règlement n'est pas valable pour les ouvriers et ouvrières licenciés pour motif grave.

Article 4 Conformément aux possibilités prévues à l'article 23 de la loi du 26 juillet 1996 et à titre de prolongation de l'article 4 de la CCT du 21 avril 1999 et comme prévu par l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, l'âge de prépension sera abaissé jusqu'à 56 ans pour les ouvriers et ouvrières ayant un passé professionnel de 33 ans, dont au moins 20 ans dans un régime de travail comprenant du travail de nuit, à partir du 1er janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2002, tel que prévu par l'article 1er de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 mai 1990 et cela sous les conditions prévues par l'article 10 de ladite convention collective de travail (CCT n°46).

Article 5 *✓ Pour tous ceux qui entrent dans le régime à partir du 1^{er} janvier 2002,* Les parties signataires conviennent que le calcul de l'allocation complémentaire de prépension se fera sur la base du salaire de référence d'un ouvrier faisant partie d'un ménage à revenu unique.

Cela ne vaut pas pour les prépensions introduites dans les entreprises en restructuration ou les entreprises en difficultés.

Article 6 Sur la base de la Loi du 26.03.99 relative au Plan d'action belge pour l'emploi (M.B. 01.04.1999) et sur la base de l'arrêté d'exécution du 30.04.1999 (M.B. 19.06.1999) et conformément à l'accord interprofessionnel 2001-2002 du 22 décembre 2000, la prépension à mi-temps peut être appliquée moyennant fixation des modalités au niveau de l'entreprise, sur la base d'un accord-cadre faisant l'objet de discussions au sein du groupe de travail "organisation du travail" et compte tenu des mesures fédérales en matière de crédit-temps.

Article 7 Les parties signataires conviennent que le règlement existant de 1972 (CCT 04.10.72) concernant le départ anticipé sera maintenu, ce qui signifie qu'en matière de ce règlement, une indemnité qui s'élève à 6 semaines de salaire par an sera octroyée (augmentée par une prime de fin d'année de 8.33%).

Article 8 En ce qui concerne la prestation d'heures supplémentaires, les parties signataires recommandent de s'en tenir strictement aux dispositions légales prévues et, dans la mesure du possible, de les convertir en emploi.

Article 9 Tel que prévu par l'accord interprofessionnel 2001-2002, les ouvriers et ouvrières ont droit à l'interruption de carrière/crédit-temps. L'application de la CCT n°77 du CNT sera examinée au sein du groupe de travail "organisation du travail". Les ouvriers et ouvrières pourront bénéficier aussi des mesures reprises dans les accords régionaux pour l'emploi (p.ex. plan Landuyt – Vesoc).

Article 10 Afin de limiter dans la mesure du possible le chômage économique, les parties signataires s'engagent à respecter strictement la législation en cas d'appel à des contractuels (contrats à durée déterminée) à des travailleurs intérimaires, en cas de travail aux tiers et de contrats de sous-traitance.

Chapitre 4 STATUT D'OUVRIER ET D'EMPLOYE

Article 11 Les parties recommandent d'élaborer dans le cadre des négociations au niveau de l'entreprise, les modalités pour le paiement du premier jour de carence par an. Si aucun accord n'est atteint à ce sujet, un jour de carence par an sera payé immédiatement et suivant les modalités spécifiques fixées dans les entreprises, et ceci à partir du 31 décembre 2002.

Article 12 En ce qui concerne la prolongation des délais de préavis, la CCT 75 supplétive, qui sera généralisée par le Conseil national du Travail à partir du 1.07.02, les parties signataires décident d'appliquer cette généralisation de façon anticipée et bien à partir du 1er juillet 2001, sauf pour les entreprises en restructuration ou pour les entreprises en difficultés, ainsi que pour les travailleurs qui entrent dans un système de prépension.

Chapitre 5 POUVOIR D'ACHAT

Article 13 Les partenaires sociaux tiendront compte de la marge salariale indicative de 6.4% fixée dans l'accord interprofessionnel. Pour les entreprises dont il s'avère sur la base d'une évaluation de leur situation économique pendant les deux dernières années que leur prestation était particulièrement bonne, cette marge pourra être augmentée de 0.4% au maximum (non récurrent) sans que le coût salarial horaire global puisse augmenter de plus de 7% pour la période 2001-2002.

Article 14 L'indexation des salaires (deux fois 1.5%) et le coût de l'exécution de cet accord sectoriel sont à charge de la marge salariale, telle que fixée dans l'article susmentionné.

Article 15 Une prime de fin d'année de 8.33% des salaires bruts est également reprise dans cette convention sectorielle

Chapitre 6 FORMATION ET QUALIFICATION

Article 16 Les parties signataires décident de proroger les conventions existantes pour les groupes à risque et formations et de les adapter comme suit :

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 portant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, §2 de la loi du 26 juillet 1996 et la CCT précédente (article 10, 11 et 12) et l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000, l'effort de 0.10% de la masse salariale en faveur des personnes appartenant aux groupes à risque sera augmenté jusqu'à 0.15% pour la période 2001-2002.

Article 17 Entre autres pour stimuler la formation permanente dans les entreprises et afin de maintenir la sécurité d'emploi, les parties s'engagent à augmenter l'effort sectoriel pour les formations jusqu'à 0.25% dans toutes les entreprises.

Article 18 Les dossiers de formation doivent être soumis au conseil d'entreprise. Il s'agit-là de toutes les initiatives en matière de formation. Les membres du conseil d'entreprise peuvent formuler des remarques qui seront ajoutées à ces dossiers de formation lorsqu'ils seront introduits auprès du Fonds de sécurité d'existence en vue du financement.

Article 19 Un plan de formation sectoriel sera rédigé en groupe de travail institué au sein de la commission paritaire.

Chapitre 7 SECURITE D'EXISTENCE

Article 20 Les parties signataires décident d'augmenter les primes indirectes (mariage, pension et décès) de 50% à partir du 1er janvier 2001.

La prime conjugale sera augmentée jusqu'à 13,39 eur par année de service et jusqu'à un maximum de 66,93 eur. Pendant la période transitoire du franc belge à l'Euro entre le 1er janvier 2001 et le 31 décembre 2001, cela signifie respectivement une adaptation de 360 BEF à 540 BEF et un maximum de 2.700 BEF au lieu de 1.800 BEF.

La prime de pension et de décès sera augmentée jusqu'à un maximum de 446,21 EUR.

Pendant la période transitoire du franc belge à l'Euro entre le 1er janvier 2001 et le 31 décembre 2001, cela signifie que le montant de 12.000 BEF sera porté à 18.000 BEF.

Les autres indemnités de sécurité d'existence, en cas de chômage ou de maladie ne seront pas adaptées.

Article 21 La prime syndicale sera augmentée, à partir du 1er janvier 2001, de 104,12 eur jusqu'à 111,55 eur. Pendant la période transitoire cela signifie de 4.200 BEF à 4.500 BEF.

Chapitre 8 MOBILITE

Article 22 A partir du 1er janvier 2001, les employeurs du secteur interviendront dans les frais de transport pour 60%, c. à d. aller simple sur la base de l'abonnement social, et cela à partir du premier kilomètre, indépendamment du moyen de transport. A partir du 1er janvier 2002, cette intervention s'élèvera à 80%.

Chapitre 9 DIVERS

Article 23 Les groupes de travail "environnement" et "organisation du travail" institués au sein de la commission paritaire seront maintenus.

Article 24 En ce qui concerne l'application de la CCT 72 politique de stress, les parties recommandent d'élaborer des mesures concrètes au niveau de l'entreprise.

Article 25 La reconnaissance du statut d'ouvrier en équipes sera discutée au sein du groupe de travail organisation du travail.

Article 26 Sur les recommandations du président de la commission paritaire, les parties adopteront une attitude souple en vue de l'octroi de congé syndical supplémentaire pour des missions syndicales spéciales des délégués syndicaux.

Chapitre 10 DUREE DE VALIDITE ET DISPOSITIONS FINALES

Article 27 Des régimes plus avantageux au niveau de l'entreprise sont prioritaires mais non cumulables avec les dispositions reprises dans la présente convention collective de travail.

Les parties signataires s'engagent à ne pas défendre de nouvelles revendications au niveau sectoriel pendant la durée du présent accord. Elles s'engagent en même temps à maintenir la paix sociale dans les entreprises pour les domaines relevant de la présente convention collective de travail

La présente convention collective de travail est conclue pour une période de deux ans, à partir du 1er janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2002.



30 -03- 2001

13 -04- 2001

N°

57.013 / eo / 129¹

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28 MAART 2001
BETREFFENDE DE LOON- EN ARBEIDSVOORWAARDEN IN DE
SECTOR VOOR DE VOORTBRENGING VAN PAPIERPAP, PAPIER
EN KARTON**

Voor de periode 01.01.2001 – 31.12.2002

Hoofdstuk 1 TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, de arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de voortbrenging van papierpap, papier en karton. (PC 129).

Hoofdstuk 2 JURIDISCH KADER

Artikel 2 De collectieve arbeidsovereenkomst wordt afgesloten in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 betreffende de bevordering van de tewerkstelling en de preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Zij is eveneens gesloten in uitvoering van het Interprofessioneel akkoord van 22 december 2000, en dit in al zijn bepalingen.

Hoofdstuk 3 WAARBORG VAN TEWERKSTELLING

Artikel 3 Overeenkomstig artikel 10, §2 van de wet van 3 april 1995, houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling en als verlenging van artikel 6 van de CAO van 21 april 1999 en zoals voorzien in het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000, wordt, vanaf 1 januari 2001 en tot 31 december 2002, wordt het brugpensioenstelsel verlengd voor brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar voor de arbeiders en arbeidsters met een beroepsverleden van minimum 25 jaar. Deze regeling geldt niet voor arbeiders en arbeidsters ontslagen wegens dringende redenen.

Artikel 4 Overeenkomstig de mogelijkheden voorzien in artikel 23 van de wet van 26 juli 1996 en als verlenging van artikel 4 van de CAO van 21 april 1999 en zoals voorzien in het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000, wordt vanaf 1 januari 2001 tot 31 december 2002 de brugpensioenleeftijd verlaagd tot 56 jaar voor de arbeiders en arbeidsters met een beroepsverleden van 33 jaar, waarvan minstens 20 jaar in een arbeidsregime met nachtarbeid, zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990 en dit onder de voorwaarden bepaald in artikel 10 van deze collectieve arbeidsovereenkomst (CAO 46).

Artikel 5 De ondertekenende partijen komen overeen dat de berekening van de aanvullende vergoeding bij brugpensioen voor al diegenen die in het stelsel stappen vanaf 1 januari 2002 zal gebeuren op basis van een referteloon van het inkomen van een gezin met één inkomen. Dit geldt niet voor de brugpensioenen ingevoerd in ondernemingen in herstructurering of ondernemingen in moeilijkheden.

Artikel 6 Op basis van de Wet van 26.03.99 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid (B.S. 01.04.1999) en op basis van het uitvoeringsbesluit van 30.04.1999 (B.S. 19.06.1999) en conform het interprofessioneel akkoord 2001-2002 van 22 december 2000, kan halftijds brugpensioen toegepast worden mits vastlegging van de modaliteiten op ondernemingsvlak, op basis van een raamakkoord dat besproken wordt in de werkgroep "arbeidsorganisatie" en rekening houdend met de federale maatregelen inzake het tijdskrediet.

Artikel 7 De ondertekenende partijen komen overeen dat de bestaande regeling van 1972 (CAO 04.10.72) betreffende het vervroegd vertrek behouden blijft, wat betekent dat inzake deze regeling een vergoeding van 6 weken loon per jaar wordt toegekend (verhoogd met 8.33% eindejaarspremie).

Artikel 8 Betreffende het maken van overuren, bevelen de ondertekenende partijen aan om zich strikt aan de wettelijke regeling terzake te houden en deze waar mogelijk om te zetten in tewerkstelling.

Artikel 9 Zoals voorzien in het interprofessioneel akkoord 2001-2002 hebben de arbeiders en arbeidsters recht op loopbaanonderbreking / tijdskrediet. De toepassing van de CAO nr. 77 van de Nationale Arbeidsraad zal in de werkgroep "arbeidsorganisatie" onderzocht worden.

De arbeiders en arbeidsters zullen tevens van de maatregelen vervat in de regionale werkgelegenheidsakkoorden kunnen genieten. (vb. plan Landuyt – Vesoc).

Artikel 10 Met het oog op het beperken van de economische werkloosheid, verbinden de ondertekenende partijen er zich toe om bij het inschakelen van contractuelen (contracten van bepaalde duur) , uitzendkrachten, werk aan derden en onderaannemingscontracten de wetgeving terzake strikt na te komen.

Hoofdstuk 4 ARBEIDERS- EN BEDIENDENSTATUUT

Artikel 11 De partijen bevelen aan om in het kader van de onderhandelingen op ondernemingsvlak de modaliteiten uit te werken voor de betaling van de eerste carensdag per jaar. Indien hierover geen akkoord komt zal onmiddellijk en volgens de binnen de bedrijven vastgelegde specifieke modaliteiten, één carensdag per jaar betaald worden, en dit vanaf 31 december 2002.

Artikel 12 Betreffende de verlenging van de opzeggingstermijnen, de suppletieve CAO 75, die door de Nationale Arbeidsraad vanaf 1.07.02 veralgemeend zal worden, beslissen de ondertekenende partijen deze veralgemening vervroegd toe te passen en wel vanaf 1 juli 2001, behalve voor bedrijven in herstructurering of voor bedrijven in moeilijkheden, en voor werknemers die in het stelsel van brugpensioen stappen.

Hoofdstuk 5 KOOPKRACHT

Artikel 13 De sociale partners zullen rekening houden met de, in het interprofessioneel akkoord vastgelegde indicatieve loonmarge van 6.4 %. Voor de ondernemingen waarvan op basis van een evaluatie van hun economische situatie tijdens de twee voorbije jaren, blijkt dat hun prestatie bijzonder goed was, kan deze marge verhoogd worden met maximaal 0.4 % (niet

recurrent) zonder dat de globale uurloonkost voor de periode 2001-2002 met meer dan 7 % mag stijgen.

Artikel 14 De indexerings van de lonen (tweemaal 1.5%) en de kost van de uitvoering van dit sectoraal akkoord zijn ten laste van de loonmarge, zoals vastgelegd in het hierboven vermeld artikel.

Artikel 15 In deze sectorale overeenkomst wordt ook opgenomen dat de eindejaarspremie 8.33% van de brutolonen bedraagt.

Hoofdstuk 6 VORMING EN OPLEIDING

Artikel 16 De ondertekenende partijen beslissen de bestaande overeenkomsten voor risicogroepen en opleidingen te verlengen en als volgt aan te passen:
Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 januari 1997, houdende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid met toepassing van artikel 7, § 2 van de wet van 26 juli 1996 en de vorige CAO (artikel 10,11 en12) en het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000, wordt voor de periode 2001-2002 de inspanning van 0.10% van de loonmassa, ten voordele van personen behorende tot de risicogroepen, verhoogd tot 0.15%.

Artikel 17 Onder meer om de permanente vorming in de bedrijven te stimuleren en met het oog op het behoud van de werkzekerheid, verbinden de partijen zich ertoe de sectorale inspanning voor opleidingen in alle bedrijven te verhogen tot 0.25 %.

Artikel 18 De vormingsdossiers dienen aan de ondernemingsraad te worden voorgelegd. Het betreft hier alle initiatieven inzake vorming. De leden van de ondernemingsraad kunnen opmerkingen formuleren die, bij het ter financiering indienen van deze vormingsdossiers bij het Fonds voor Bestaanszekerheid, zullen gevoegd worden.

Artikel 19 In een werkgroep binnen het paritair comité zal een sectoraal vormingsplan opgesteld worden

Hoofdstuk 7 BESTAANSZEKERHEID

Artikel 20 De ondertekenende partijen beslissen de indirecte premies (huwelijk, pensioen en overlijden) met 50 % te verhogen, vanaf 1 januari 2001.

De huwelijkspremie verhoogt tot 13,39 eur per dienstjaar en tot een maximum van 66,93 eur. Tijdens de overgangperiode van de Belgische frank naar de euro, tussen 1 januari 2001 en 31 december 2001, betekent dit respectievelijk een aanpassing van 360 BEF naar 540 BEF en een maximum van 2.700 BEF in plaats van 1.800 BEF.

De pensioen- en overlijdenspremie wordt tot maximum 446,21 eur verhoogd. Tijdens de overgangperiode van de Belgische frank naar de euro, tussen 1 januari 2001 en 31 december 2001, betekent dit dat het bedrag van 12.000 BEF op 18.000 BEF gebracht wordt.

De andere vergoedingen voor bestaanszekerheid, bij werkloosheid of ziekte, worden niet aangepast.

Artikel 21 De syndicale premie wordt , vanaf 1 januari 2001, opgetrokken van 104,12 eur naar 111,55 eur. Tijdens de overgangperiode betekent dit van 4.200 BEF naar 4.500 BEF.

Hoofdstuk 8 MOBILITEIT

Artikel 22 Vanaf 1 januari 2001 zullen de werkgevers van de sector voor 60 % tussenkomen in de vervoerkosten, nl. in de heenrit op basis van het sociaal abonnement, en dit vanaf de eerste kilometer, ongeacht het vervoermiddel. Vanaf 1 januari 2002 zal deze tussenkomst 80 % bedragen.

Hoofdstuk 9 DIVERSEN

Artikel 23 De werkgroepen "milieu" en arbeidsorganisatie" opgericht binnen het paritair comité blijven behouden.

Artikel 24 Inzake de toepassing van de CAO 72 stressbeleid, bevelen de partijen aan om concrete maatregelen op het vlak van de onderneming uit te werken.

Artikel 25 In de werkgroep arbeidsorganisatie zal de erkenning van het statuut van de ploegenarbeider besproken worden.

Artikel 26 Op aanbeveling van de voorzitter van het paritair comité zullen de partijen zich soepel opstellen met het oog op het toekennen van extra syndicaal verlof voor bijzondere syndicale opdrachten van vakbondsafgevaardigden.

Hoofdstuk 10 GELDIGHEIDSDUUR EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 27 Meer gunstige regelingen op ondernemingsvlak zijn prioritair maar niet cumuleerbaar met de bepalingen vervat in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe geen nieuwe eisen op sectoraal niveau te verdedigen tijdens de duur van dit akkoord. Tevens verbinden ze zich ertoe de sociale vrede in de ondernemingen te handhaven voor de bepalingen van kracht via deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt voor een periode van twee jaar afgesloten, ingaande op 1 januari 2001 om te eindigen op 31 december 2002.